



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Énergies renouvelables

Question au Gouvernement n° 1670

Texte de la question

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Mme la présidente . La parole est à M. Maxime Amblard.

M. Maxime Amblard . Vendredi dernier, dans la continuité de votre programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE 3, adoptée dans le dos du Parlement, vous avez lancé en grande pompe l'AO10, votre méga appel d'offres pour l'éolien en mer : près de 10 gigawatts à 100 euros le mégawattheure, garanti pendant vingt-cinq ans. (*M. Benjamin Lucas-Lundy s'exclame.*)

Vous prétendez ainsi vouloir « changer d'échelle ». Avec votre politique, la seule chose qui va changer d'échelle, c'est la facture des Français. Mais allons-y : changeons d'échelle, prenons de la hauteur et dressons le bilan que vous ne faites jamais ! Depuis des années, les gouvernements successifs ont englouti 140 milliards d'euros, dont 100 milliards encore à dépenser, dans la perfusion continue à l'éolien et au photovoltaïque pour produire à peine 15 % de notre électricité – et même pas quand nous en avons besoin.

Dans le même temps, la facture d'électricité des Français a explosé de 40 % depuis 2017. Elle est désormais 1,4 fois plus chère qu'aux États-Unis, et nous battons tous les records de défaillances d'entreprises. Résultat : la consommation est en berne et les objectifs d'électrification sont à la ramasse, au point que RTE prévoit en 2035 au mieux 580 térawattheures de consommation d'électricité, alors même que notre parc actuel peut déjà en produire jusqu'à 630 par an.

Nous n'avons donc aucun besoin de nouvelle capacité jusqu'à l'arrivée des prochains réacteurs nucléaires. Aucun.

M. Maxime Laisney . 260 milliards !

M. Maxime Amblard . Or c'est précisément dans ce contexte que vous décidez d'ajouter 10 gigawatts de puissance éolienne, soit 26 à 32 térawattheures par an. Or avec votre contrat sur la différence – CFD – à 100 euros par mégawattheure, si l'électricité continue de valoir sur le marché seulement 50 à 60 euros, voire moins – et j'ose espérer que tout le monde ici s'accorde à souhaiter que les prix de marché restent bas –, ce sont 25 à 40 milliards d'euros minimum qu'il faudra rajouter en subventions à une ardoise déjà bien salée.

Voilà tout votre génie stratégique : continuer à déployer au prix fort des éoliennes et du photovoltaïque subventionnés dont nous n'avons pas besoin, puis favoriser une consommation qui fait défaut, grâce à – je vous le donne en mille – de nouvelles subventions. Vraiment du génie !

Combien de dizaines de milliards comptez-vous encore engloutir pour brasser du vent, avant de vous soucier enfin de la souveraineté énergétique de notre pays ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

M. Roland Lescure, *ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique* . Monsieur Amblard, savez-vous où j'étais hier ?

M. Jean-Paul Lecoq . Au Havre !

M. Roland Lescure, *ministre* . Dans une usine (« Bravo ! » sur quelques bancs du groupe RN) qui emploie 900 salariés en CDI et 200 intérimaires. Cette usine, située au Havre, fabrique des pales d'éolienne. J'ai rencontré les représentants des organisations syndicales, qui m'ont posé deux questions. Pourquoi la PPE n'a-t-elle pas été adoptée plus vite ? (M. Julien Odoul rit.) Qui a voté pour le moratoire sur les nouvelles installations d'énergie renouvelable ? (Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR et quelques bancs des groupes HOR et EcoS. – « Nous ! » sur plusieurs bancs des groupes RN et UDR.)

J'ai répondu à ces deux questions : M. Amblard a censuré deux gouvernements, si bien que l'adoption de la PPE a été retardée ; M. Amblard, parmi d'autres, a voté le moratoire sur les énergies renouvelables. Vous n'aimez ni l'industrie, ni les salariés, ni le développement de l'économie française (*Exclamations sur les bancs des groupes RN et UDR*), vous n'aimez que deux choses : le gaz russe et le pétrole saoudien. (Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et Dem.)

Je vous laisse avec les énergies dont nous dépendons encore trop souvent. Nous sommes convaincus qu'en développant les énergies renouvelables, le nucléaire, l'électrification et ses usages, l'intelligence artificielle souveraine, nous suivons les voies de l'indépendance et de la prospérité françaises, les voies d'une France qui se projette vers l'avant.

M. Julien Odoul . Non, vous vous projetez vers l'arrière !

M. Roland Lescure, *ministre* . Monsieur Amblard, vous regardez dans le rétroviseur. Continuez ! Vous êtes nostalgiques d'une France d'hier qui n'a jamais existé. Nous souhaitons que les Françaises et les Français soient fiers de la France, qu'ils se projettent vers l'avant, qu'ils soient indépendants et prospères. Nous le ferons, et sans vous ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR et sur quelques bancs du groupe LIOT.*)

Mme la présidente . La parole est à M. Maxime Amblard.

M. Maxime Amblard . Monsieur le ministre, au bout d'un moment, cela devient tellement gros que cela ne passe plus. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe RN.*)

Données clés

Auteur : [M. Maxime Amblard](#)

Circonscription : Meuse (1^{re} circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1670

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 juin 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 17 juin 2026